

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 16 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 7 juin 2023

Contexte et constats

Publié sur 

Suez RV Nord-Est
Route de Mousson
54700 Lesmenils

Références : TETING-SUR-NIED_SUEZ-RV-NORD-EST_2023-11-06_RAPVI_LVB_25058
Code AIOT : 0006201922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 juin 2023 dans l'établissement Suez RV Nord Est implanté Rue d'Emering 57385 Téting-sur-Nied. L'inspection a été annoncée le 23 mai 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Suez RV Nord Est
- Rue d'Emering 57385 Téting-sur-Nied
- Code AIOT : 0006201922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non-dangereux située sur la commune de Téting-sur-Nied, autorisée par arrêté préfectoral n° 2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 modifié.

Les travaux d'aménagement des subdivisions de casier F3 et F4 de l'ISDND de Téting-sur-Nied se sont déroulés entre les mois de mai et décembre 2022.

L'exploitant a transmis par courriel du 26 mai 2023 le rapport de conformité de la fin des travaux pour les subdivisions F3 et F4 établi par le bureau d'étude ACOSOL.

Conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'inspection s'est rendue sur le site de Téting-sur-Nied afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme avant tout dépôt de déchets dans les subdivisions de casiers F3 et F4.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Analyse du rapport de conformité des travaux d'aménagement de subdivisions de casier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant.

Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant.

Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle, est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposé (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité.

Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite (s) qui avai (ent) été donnée (s)	Autre information
1	Volumes autorisés de déchets	Arrêté préfectoral du 9 avril 2019, article 1.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite (s) qui avai (ent) été donnée (s)	Autre information
2	Principe de constitution des casiers	Arrêté préfectoral du 6 août 2020, article 1	/	Sans objet
3	Composition de la barrière de sécurité passive des casiers	Arrêté préfectoral complémentaire du 9 avril 2019, article 7.1.3	/	Sans objet
4	Composition de la barrière de sécurité active des casiers	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 9	/	Sans objet
5	Absence de risque de tassements	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 10	/	Sans objet
6	Existence d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 11	/	Sans objet
7	Spécification du programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaires à la vérification de la barrière de sécurité passive	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 18	/	Sans objet
8	Contrôle de la pose de la géomembrane	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 19	/	Sans objet
9	Exploitation de nouveaux casiers	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu du rapport de conformité transmis par l'exploitant pour les subdivisions de casier F3 et F4 et de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées considère que les travaux d'aménagement sont conformes aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et aux arrêtés préfectoraux n° 2019-DCAT/BEPE-117 du 9 avril 2019 et n° 2020-DCAT/BEPE-135 du 6 août 2020. Les subdivisions de casier F3 et F4 peuvent recevoir des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes autorisés déchets

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 9 avril 2019, article 1.2.1					
Thème (s) : Situation administrative - Volume autorisé					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée : Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées Les prescriptions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 sont remplacées par le tableau suivant :					
Rubrique	Alinéa	A ,E, DC, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
3540		A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3 recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	Installation de stockage de déchets non-dangereux	200 000 t/an en moyenne, 250 000 t/an au maximum pour une période maximal de 6 années
2760	2	A	Installations de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720. 2. Installation de stockage de déchets non-dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) autres installations que celles mentionnées au a	Installation de stockage de déchets non-dangereux	200 000 t/an en moyenne, 250 000 t/an au maximum pour une période maximal de 6 années
[...]					
Constats : Entre le 1 ^{er} janvier 2023 et le 6 juin 2023, l'exploitant a traité 70 684 tonnes de déchets, pour un volume annuel autorisé de 200 000 tonnes en moyenne sur une période maximale de 6 années. Pour l'année 2023, les prévisions de l'exploitant pour le volume de réception de déchets sur le site sont situées entre 150 000 et 180 000 tonnes. Le respect du volume autorisé fait l'objet d'une vérification par l'inspection à chaque visite.					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Sans objet					

N° 2 : Principe de constitution des casiers

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 6 août 2020, article 1 partiel
Thème (s) : Autre - Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'installation comporte trois casiers nommés casiers D, E et F. Les casiers sont constitués de subdivisions de casiers, 4 subdivisions dans le casier D, 4 subdivisions dans le casier E et 5 subdivisions dans le casier F. Elles sont exploitées conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Les subdivisions des casiers E et F sont exploitées en mode bioréacteur. [...] L'exploitant est autorisé à exploiter simultanément les subdivisions de casier E1 et E2, E3 et E4, F1 et F2, F3 et F4, sous réserve de ne pas dépasser une superficie maximale de 7 000 m ² de la zone à exploiter ouverte à la réception des déchets. [...]
Constats : Les subdivisions de casier E1 et E2, E3 et E4 ne sont plus en exploitation. Au jour de la visite, les subdivisions de casier F1 et F2 sont en cours de remplissage, sans excéder une superficie de 7 000 m ² de la zone à exploiter ouverte à la réception des déchets. L'exploitant a indiqué à l'inspection que ces subdivisions seront pleines à la fin de l'année 2023. Les travaux d'aménagement des subdivisions de casier F3 et F4 de l'ISDND de Téting-sur-Nied se sont déroulés entre les mois de mai et décembre 2022. L'exploitant a transmis par courriel du 26 mai 2023 le rapport de conformité de la fin des travaux pour les subdivisions F3 et F4 établi par le bureau d'étude ACOSOL. Dans son rapport de conformité transmis le 26 mai 2023, l'exploitant justifie la conformité des aménagements réalisés avec la réglementation applicable, notamment le principe de constitution des casiers fixé par l'article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-DCAT/BEPE-135 du 6 août 2020. Les superficies du fond des subdivisions de casier F3 et F4 sont de 5 000 m ² chacune. Elles ne dépassent pas la superficie maximale de 7 000 m ² .
Observations : Par ailleurs, les travaux de pré-terrassement pour la subdivision F5 ont été effectués. La fin des travaux d'aménagement de la subdivision F5 est prévue pour le mois de juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Composition de la barrière de sécurité passive des casiers

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 9 avril 2019, article 7.1.3
Thème (s) : Autre - Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

La barrière de sécurité passive des casiers E et F est constituée du terrain naturel répondant aux critères suivants :

- le fond du casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-6} m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ;
- les flancs d'un casier présentent une couche d'argile compactée de perméabilité inférieure ou égale à 1.10^{-9} m/s sur au moins 0.5 mètre d'épaisseur sur une hauteur minimale de 2 mètres par rapport au fond, complétée par un géosynthétique bentonitique (GSB) de masse surfacique supérieure à 5 kg/m².

Au-delà de 2 mètres de hauteur, les flancs sont composés d'un géosynthétique bentonitique.

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive.

Constats : Dans son rapport de conformité transmis le 26 mai 2023, l'exploitant justifie la conformité des aménagements réalisés avec la réglementation applicable, notamment la composition de la barrière de sécurité passive des casiers fixée par l'article 7.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2019-DCAT/BEPE-117 du 9 avril 2019.

L'entreprise EIFFAGE a reconstitué une barrière de sécurité passive en fond et en remontée de flancs à l'aide de marnes rouges et grises issues des terrassements précédents.

La perméabilité de la barrière passive reconstituée a été vérifiée par le bureau d'étude ACOSOL, tiers indépendant de l'exploitant, à l'aide d'essais de perméabilité réalisés à charge constante, en forage ouvert selon la norme NF X30-424.

10 essais ont été réalisés pour la subdivision F3 et 9 essais pour la subdivision F4, les 29 mars 2022 et 21 avril 2022. Les comptes-rendus des essais sont annexés au rapport de conformité transmis le 26 mai 2023. La perméabilité sur le fond et les remontées de flancs est en tout point mesurée inférieure à $1 \cdot 10^{-9}$ m/s.

Par ailleurs, les levés du géomètre montrent, à l'aide du plan de réception de la barrière de sécurité passive fourni en annexe :

- en fond de casier, une épaisseur d'au moins 1 mètre ;
- en flanc, une épaisseur d'au moins 0,5 mètre, jusqu'à 2 mètres de haut.

D'autre part, le bureau d'étude ACOSOL est intervenu sur site les 15 et 16 mai 2022 afin de vérifier la perméabilité des 5 mètres de barrière passive naturelle des subdivisions F3 et F4 par la réalisation d'essais de perméabilité à charge constante en forage ouvert selon la norme NFX 30-424 entre les cotes 253,5 et 248,5 mètres NGF. La perméabilité de la barrière passive naturelle au droit des subdivisions F3 et F4 est comprise entre $9,3 \cdot 10^{-10}$ m/s et $4,6 \cdot 10^{-7}$ m/s. La perméabilité au droit des essais respecte l'objectif de perméabilité inférieure à $1 \cdot 10^{-6}$ m/s.

Enfin, un géosynthétique bentonitique (GSB) a été posé sur l'ensemble des flancs des subdivisions F3 et F4. Ce GSB présente une masse surfacique supérieure à $5,3 \text{ kg/m}^2$ à 0 % de teneur en eau. Son épaisseur est égale à 6,5 mm et il présente une perméabilité égale à $1,0 \cdot 10^{-11}$ m/s pour une contrainte de 160 kPa.

La géométrie des flancs a été déterminée dans l'étude de stabilité du dossier de demande d'autorisation environnementale de 2018. L'étude de stabilité préconise des talus avec une pente de 3H/2V. Les talus respectent cette pente, les matériaux utilisés sont les déblais de terrassement.

En conclusion, la barrière de sécurité passive contrôlée est constituée de :

- Pour le fond : du terrain naturel en place de perméabilités $K < 1 \cdot 10^{-6}$ m/s sur 5 mètres d'épaisseur et d'une couche d'argile compactée d'une perméabilité $K < 1 \cdot 10^{-9}$ m/s d'au moins 1 mètre d'épaisseur ;
- Pour les flancs jusqu'à 2 mètres de hauteur, de bas en haut : du terrain naturel en place, d'une couche d'argile compactée d'une perméabilité $< 1 \cdot 10^{-9}$ m/s d'au moins 0,5 mètre d'épaisseur sur une hauteur minimale de 2 mètres par rapport au fond un GSB aiguilleté de perméabilité $K = 1 \cdot 10^{-11}$ m/s, d'une épaisseur sèche minimale de 6 mm et de masse surfacique supérieure à $5,00 \text{ kg/m}^2$.
- Pour les flancs au-delà de 2 mètres de hauteur : le terrain naturel en place et un GSB aiguilleté de perméabilité $K = 1 \cdot 10^{-11}$ m/s, et de masse surfacique supérieure à $5,00 \text{ kg/m}^2$.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Composition de la barrière de sécurité active des casiers

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 9
Thème (s) : Autre - Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I. - Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé "barrière de sécurité active".</p> <p>Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.</p> <p>Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>II. - En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à 1.10^{-4} m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p> <p>Si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant, les exigences mentionnées à l'alinéa précédent peuvent être adaptées en conséquence par arrêté préfectoral.</p> <p>III. - Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.</p> <p>Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.</p>
Constats : I - Pour la pose de la géomembrane de la barrière de sécurité active sur le fond et les flancs des subdivisions F3 et F4, l'exploitant a fait appel au poseur certifié GEOBIO. Il s'agit d'une géomembrane PEHD lisse de 2 mm d'épaisseur. L'exploitant a fourni les certifications de l'entreprise en annexe du rapport de conformité transmis le 26 mai 2023 ainsi que des photographies de la pose de la géomembrane.
II - En fond de casier, l'exploitant a mis en œuvre une couche drainante de 30 cm d'épaisseur. Le massif drainant mis en œuvre est un galet siliceux lavé roulé, identique à celui utilisé dans les subdivisions précédentes F1 et F2. Il est de fuseau granulométrique 11/60 mm et de perméabilité $4,6.10^{-2}$ m/s. La perméabilité au droit des essais respecte l'objectif de perméabilité supérieur à 1.10^{-4} m/s.
L'exploitant a modifié la composition de la barrière active définie à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, en substituant 20 cm de matériaux granulaires par un géocomposite de drainage. Pour ce faire, il a fourni en annexe du rapport de conformité transmis le 26 mai 2023, une étude d'équivalence réalisée en décembre 2016 par le bureau d'étude ANTEA du géocomposite de drainage.
En vue de la mise en œuvre d'une équivalence de la barrière active de drainage, le bureau d'étude ANTEA a défini les caractéristiques génériques d'une couche équivalente à la prescription de l'alinéa II de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 composée d'une structure granulaire d'épaisseur minimale de 0,5 m et de perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s Cette couche est composée du bas vers le haut :

- d'un géocomposite de drainage ;
- d'une structure granulaire d'une épaisseur de 0,3 mètre et de perméabilité supérieure à 1.10^{-4} m/s.

L'entreprise AFITEX-INOV a dimensionné et proposé un géocomposite adapté à la géométrie des subdivisions F3 et F4 selon les caractéristiques définies par le bureau d'étude ANTEA. La note de dimensionnement et la fiche technique du produit sont jointes en annexe du rapport de conformité transmis le 26 mai 2023.

Ce géosynthétique fait office de :

- géotextile de protection antipoinçonnant. Il est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage ;
- drainage pour la gestion des lixiviats.

L'arrêté ministériel prévoit d'adapter les exigences imposées pour la barrière active des casiers si, sur la base d'une évaluation des risques pour l'environnement, il est établi que les casiers n'entraînent aucun risque potentiel pour le sol, les eaux souterraines ou les eaux de surface, et l'air ambiant. Cette modification nécessite la prise en compte d'un arrêté préfectoral complémentaire. L'inspection propose d'acter la modification de l'épaisseur de la couche de drainage pour les subdivisions de casiers F3 et F4 dans un arrêté préfectoral complémentaire transmis conjointement au rapport d'inspection.

III- Enfin, pour les flancs des subdivisions F3 et F4, des géotextiles de protection des entreprises Bontexgeo NV et Tencate Geosynthetics de 800 g/m^2 ont été mis en œuvre en recouvrement de la géomembrane sur toute la hauteur des flancs.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Absence de risque de tassements

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 10

Thème (s) : Autre - Dispositions constructives

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Une extension de la zone exploitée au droit ou en appui sur des casiers existants ne peut être réalisée que sur un massif de déchets ne présentant pas de risque de tassements qui par leur amplitude peuvent affecter le bon fonctionnement des barrières de sécurité passive et active. L'exploitant en apporte la preuve. L'exploitant apporte également la preuve de la stabilité du casier construit au droit ou en appui sur des casiers existants.

Si les dispositifs d'étanchéité du casier existant ne sont pas conformes aux prescriptions du présent arrêté, une barrière de sécurité passive conforme à l'article 8 est mise en place sur le fond et les flancs des nouveaux casiers.

Constats : Les subdivisions de casier F3 et F4 sont créés en appui sur les casiers existants F1 et F2, séparées par une digue de séparation inter-subdivision de 2 m de hauteur entre les subdivisions F1 et F2 (Nord) et la future subdivision F5 (au Sud) :

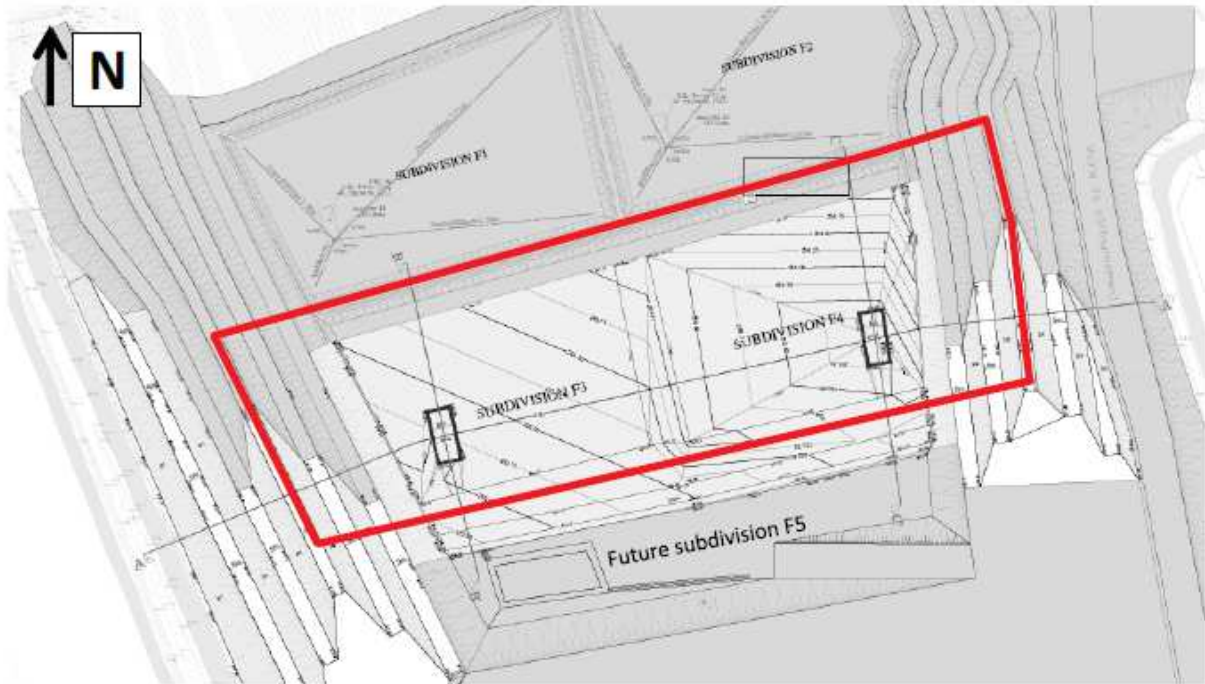


FIGURE 2 : GEOMETRIE FOND ET FLANCS DES SUBDIVISIONS F3 ET F4

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé que la stabilité des subdivisions de casiers F3 et F4 construits en appui des subdivisions de casiers F1 et F2 est déterminée dans l'étude de stabilité du dossier de demande d'autorisation environnementale de 2018.

Les subdivisions de casier F1 et F2 sont construites conformément au dossier de demande d'autorisation de 2018. Conformément à l'étude de stabilité fournie dans le dossier de demande d'autorisation, les subdivisions F1 et F2 ne présentent pas de risque de tassements.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : existence d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 11 partiel

Thème (s) : Autre - Dispositions constructives

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.

En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.

Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.

Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

[...]

Constats : Les lixiviats des subdivisions de casier F3 et F4 seront acheminés par le dispositif de collecte vers un puisard puis pompés avant d'être rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats.

Le fond des subdivisions F3 et F4 est équipé d'un réseau de drain constitué de quatre drains PeHD, PE 100, diamètre 200 mm et SDR 11. Ils sont posés sur le géocomposite de drainage, avant la couche drainante des barrières de sécurité actives du fond des subdivisions F3 et F4 de 30 cm.

Les drains sont dirigés et débouchent dans le puits de collecte.

L'inspection a vérifié lors de la visite d'inspection que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas 30 centimètres au-dessus de la géomembrane.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Spécification du programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaires à la vérification de la barrière de sécurité passive

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 18

Thème(s) : Autre - Contrôle

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.

Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.

Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.

L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme.

Constats : L'exploitant a transmis le programme d'échantillonnage et d'analyse pour la vérification de la barrière de sécurité passive à l'inspection par courriel du 22 juin 2021. L'entreprise ACOSOL est le tiers indépendant de l'exploitant. Il décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues :

Objet contrôlé	Type de contrôle	Méthode / Norme	Densité/fréquence du contrôle	Résultats attendus
Barrière de sécurité passive naturelle	Epaisseur	Forage de 5 m	1 point de mesure en fond de subdivision	5 m de marnes
	Perméabilité	Forage ouvert norme NFX 30-423 ou 424	1 essai par mètre de 0 à 5m de profondeur	$K < 1.10^{-6}$ m/s
Barrière de sécurité passive reconstituée Exécution	Epaisseur	Lever topographique semis de point en fond et flanc avant et après mise en œuvre	Au moins 1 lever topographique après mise en œuvre	Epaisseur ≥ 1 m en fond et Epaisseur $\geq 0,5$ m en flanc jusqu'à 2,0 m.
	Perméabilité	Forage ouvert norme NFX 30-424	1 essai/1 000 m ² de matériaux mis en œuvre	$K < 1.10^{-6}$ m/s
Barrière de sécurité passive reconstituée Exécution - GSB	Validation du GSB	Demande d'agrément et fiche technique avant mise en œuvre	1 par matériau et par chantier	Adéquation des caractéristiques techniques et des contraintes de mise en œuvre
	Mise en place	Contrôle visuel	1 par visite	Sur les flancs : Présence des joints de bentonite, Absence de déchirement, poinçonnement, plis et recouvrement suffisant.

Pour chaque subdivision, les résultats des contrôles réalisés sont joints en annexe du rapport de conformité transmis le 26 mai 2023. Les relevés topographiques des subdivisions F3 et F4 sont également transmis en annexe du rapport de conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : contrôle de la pose de la géomembrane

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 19
Thème (s) : Autre - Contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant. Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement. Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples. Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'entreprise ACOSOL est le tiers indépendant de l'exploitant pour le contrôle de la pose de la géomembrane. Le rapport de conformité des subdivisions F3 et F4 transmis le 26 mai 2023 à l'inspection précise que l'entreprise de contrôle extérieur ACOSOL a : <ul style="list-style-type: none">- contrôlé les produits avant leur mise en œuvre (stockage, état, propreté, conformité, ...);- inspecté visuellement la totalité de la géomembrane posée ;- contrôlé la totalité des soudures réalisées : doubles soudures et soudures simples. Les comptes-rendus des contrôles sont joints en annexe du rapport de conformité. Pour le contrôle général de pose, la surface posée a été parcourue visuellement pour vérification de l'aspect des soudures, de l'absence de point saillant et du recouvrement des bandes. Ce contrôle n'appelle pas d'observation de l'inspection des installations classées. Pour le contrôle des doubles soudures, l'entreprise ACOSOL a inspecté le linéaire soudé par mise sous pression. Tous les essais se sont révélés conformes. Pour le contrôle des soudures simples, l'entreprise ACOSOL a procédé à leur inspection visuelle, à la pointe sèche et/ou à la cloche à vide. Tous les essais se sont révélés conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation de nouveaux casiers

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 20 partiel
Thème (s) : Autre - Dispositions constructives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] II- [...] Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : <ul style="list-style-type: none">- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11). III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

Constats : Les travaux d'aménagement des subdivisions de casier F3 et F4 de l'ISDND de Téting-sur-Nied se sont déroulés entre les mois de mai et décembre 2022.

L'exploitant a transmis par courriel du 26 mai 2023 le rapport de conformité de la fin des travaux pour les subdivisions F3 et F4 établit par le bureau d'étude ACOSOL.

Conformément à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, l'inspection des installations classées s'est rendue le 7 juin 2023 sur le site de Téting-sur-Nied afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme avant tout dépôt de déchets dans les subdivisions de casiers F3 et F4.

Dans son rapport de conformité transmis le 26 mai 2023, l'exploitant justifie la conformité des aménagements réalisés avec la réglementation applicable, notamment :

- le principe de constitution des casiers fixé par l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-DCAT/BEPE-135 du 6 août 2020 ;
- la composition de la barrière de sécurité passive des casiers fixée par l'article 7.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2019-DCAT/BEPE-117 du 9 avril 2019 ;
- la composition de la barrière de sécurité active des casiers fixée par l'article 9 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ;
- l'absence de risque de tassements lorsque les casiers nouvellement créés viennent en appui sur des casiers existants fixée par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ;
- l'existence d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats fixée par l'article 11 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ;
- la spécification du programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaires à la vérification de la barrière de sécurité passive fixée par l'article 18 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 ;
- le contrôle de la pose de la géomembrane fixé par l'article 19 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.

Au vu du rapport de conformité transmis par l'exploitant pour les subdivisions de casier F3 et F4 et de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées considère que les travaux d'aménagement sont conformes aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 et aux arrêtés préfectoraux n° 2019-DCAT/BEPE-117 du 9 avril 2019 et n° 2020-DCAT/BEPE-135 du 6 août 2020. Les subdivisions de casier F3 et F4 peuvent recevoir des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet